

Gestion de la pauvreté et entrepreneuriat de soi : un nouveau compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales ?

Robert Cabanes et Isabel Georges¹

La conjoncture est à l'embellie au Brésil au début des années 2010, comme dans tous les pays émergents qui ne souffrent que relativement peu de la crise des nations riches déclenchée en 2008. Elle est plutôt bonne aussi en Amérique latine, considérée longtemps par les pays « du Nord » comme un « laboratoire » diversifié de politiques sociales (Lautier 2012). Baisse du chômage, augmentation du travail déclaré et de la consommation sont les indicateurs d'une reprise économique conjoncturelle qui se perpétue jusqu'en 2012, mais qui reste plutôt stagnante depuis lors. Cette amélioration indéniable du niveau de vie de la population brésilienne (Vidal 2010) est l'un des effets les plus visibles d'un ensemble de mesures économiques et sociales prises par le gouvernement depuis l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs (PT) en 2003, avec Luiz Inácio Lula da Silva à la présidence puis, depuis 2011, Dilma Rousseff (Leite 2011 ; Pochmann 2012). Ainsi, l'augmentation continue du salaire minimum a été accompagnée par celle des niveaux d'éducation (surtout chez les femmes et dans l'enseignement supérieur) mais aussi par la mise en place de politiques sociales « phares », comme le programme Bolsa família [Bourse famille] dont le nombre de bénéficiaires a dépassé les 14 millions en 2014.

Cependant, alors que la pauvreté a diminué, les inégalités sociales persistent, voire se creusent (Cacciamali 2010) et des recherches récentes montrent des mécanismes de reproduction de la pauvreté (Georges 2014 ; Rizek à paraître) qui font appel aux ressorts du « gouvernement moral des pauvres » (Lautier 2009). Des

1. Robert Cabanes est sociologue, ancien directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD). Isabel Georges est sociologue, chargée de recherche à l'IRD-DEVSOC et actuellement enseignante-chercheuse à l'Université fédérale de São Carlos, Brésil.

« niches » de travail précaire se perpétuent (Araújo 2012 ; Lombardi 2012), la sous-traitance s'est généralisée. Au-delà de la seule question de la reproduction matérielle et de l'accès à un revenu se posent plus largement celles de la reproduction sociale de la vie sous ses différentes facettes, des attentes et perspectives entrouvertes par cette amélioration relative. À cet égard, même si le nombre d'homicides s'est réduit pendant la première décennie de ce siècle², leur nombre reste élevé et les politiques de contention de la violence font objet d'un débat intense (Feltran 2011). L'analyse ne peut ignorer également l'expression récurrente du mécontentement de la population urbaine : manifestations de juin 2013, occupations et grèves de diverses catégories sociales (mouvement des Sans-terres, enseignants des écoles publiques du secondaire, universités fédérales, salariés du métro et conducteurs de bus durant la période qui a précédé la Coupe du monde de football de juillet 2014). Il n'a pas cessé depuis (grève des fonctionnaires de l'Université de São Paulo occupant la une des médias en août 2014). Ce dossier n'aborde pas l'ensemble des dimensions qui structurent la vie quotidienne, en particulier dans les milieux populaires urbains brésiliens. Toutefois, les observations ci-dessus incitent à scruter les tendances de fond marquant l'esprit des politiques économiques et sociales actuelles.

Derrière les indicateurs signalant des contradictions plus ou moins apparentes, quelles seraient les transformations sociétales plus profondes qui ont été engendrées par plus d'une décennie d'un gouvernement dit « de gauche » ? Quelles sont les avancées et les limites de ce mode de gouvernement, des aspirations sociales mobilisées, des formes de gestion du conflit ? Quel est l'état de la démocratie ?

À défaut de pouvoir répondre à ces questions très générales dans l'espace imparti à ce dossier, nous souhaitons plus modestement mettre en évidence des actions gouvernementales concrètes, les manières dont l'État intervient activement et se positionne en faveur d'un certain nombre de pratiques économiques et sociales dans des domaines spécifiques : l'entrepreneuriat social, le commerce informel, les activités « culturelles » dans les favelas, les politiques sociales dans le secteur de l'assistance, les activités sociales d'Églises pentecôtistes, le logement social, les formes de mécénat d'entreprise. Il s'agit ainsi non pas d'opposer deux pôles divergents ou deux tendances antagonistes – politiques sociales ou néolibérales – mais de recueillir leurs formes d'hybridation et d'insertion dans un espace politique continu. Un espace qui néglige les frontières sectorielles des domaines d'intervention (santé, culture, assistance, habitat, marché du travail, etc.), qui concentre toutes les formes de captation de ressources et ne fonctionne qu'avec des conditionnalités. Un espace entre public et privé, où intervient une nébuleuse éclatée d'acteurs travaillant de près ou de loin pour l'État, pour l'initiative privée (banques et multinationales) ou pour le « tiers secteur » mixant à plaisir initiatives

2. D'après Waiselfisz (2012), entre 1980 et 2010, le taux d'homicides est passé de 11,7/100 000 habitants à 26,2/100 000 habitants, malgré une réduction constante de 1,4 % par an entre 2003 et 2010, représentant un total de un million de personnes, avec des variations régionales, ethniques et selon les âges très importantes.

publiques, privées, capitalistes et caritatives, sans compter les organismes mafieux, les syndicats et groupements divers. Dans ce « continuum » de micro-pratiques il y a de nouvelles (et d'anciennes) formes de hiérarchisation sociales à déceler, des dépassements de quelques formes sociales historiques à repérer.

L'idée de départ est de questionner le moment actuel à partir du point de vue des plus faibles, des plus éloignés des centres de pouvoir. L'augmentation générale de la consommation recouvre un endettement progressif de la population. Les taux de formalisation croissante du marché du travail se font au prix du maintien d'un niveau salarial relativement peu élevé. Des politiques sociales très visibles au niveau national, à l'exemple de la Bourse famille, peuvent recouvrir des inégalités régionales flagrantes et contribuer dans des zones urbaines comme São Paulo à renverser la perspective d'acquisition de droits. Les politiques de gestion de la pauvreté comme les diverses déclinaisons locales de l'assistance aux familles, inspirées des recommandations néolibérales du FMI des années 1990 voire des années 1970, contribuent à l'acceptation du maintien du *statu quo* pour les plus pauvres et les moins scolarisés. L'amélioration des niveaux de vie et de bien-être d'une grande partie de la population nationale va de pair avec une forme de banalisation de la pauvreté. Ainsi, on passe des mouvements de revendication à la mise en place des organes qui les institutionnalisent³ et qui coexistent, dans des villes comme São Paulo, avec la sous-traitance systématique des services publics. La bureaucratisation croissante du travail social découlant de ces tendances contradictoires peut mener à des pratiques de gestion qui ouvrent une place importante à la reproduction de réseaux clientélistes et mafieux. Les formes d'intervention de l'État peuvent mener à l'imbrication entre des marchés « de la protection⁴ » et de l'encadrement de la pauvreté.

La marque la plus générale dite de « l'entrepreneuriat universel » est déjà une vieille caractéristique de ce pays capitaliste neuf (José César de Magalhães Jr. et Tatiana de Amorim Maranhão). Elle se double à l'heure actuelle d'un entrepreneuriat dit « social » qui affiche sans vergogne l'empreinte du néolibéralisme le plus franc, propre à s'infiltrer par tous les pores de la société. Tout est bon qui est possible : d'innombrables initiatives mêlant des intérêts d'ordre économique et des préoccupations d'ordre social, voire faisant passer le social par le filtre de l'intérêt économique, s'insinuent dans tous les plis de l'économie réelle. Il en va ainsi des crèches associatives ou privées, financées par les pouvoirs publics ou d'autres entités, des structures d'encadrement des jeunes scolarisés dans la partie

3. Les Conselhos tutelares [Conseils de tutelle] qui sont des commissions municipales de défense des enfants et des adolescents; les Conselhos de saúde, [Conseils de santé], organes tripartites de représentation des acteurs institutionnels, professionnels et de la population à l'intérieur des centres ambulatoires locaux; plus larges que les Conseils, les Forums sociais municipais [Forums sociaux municipaux] qui s'occupent de l'assistance sociale, du logement, de l'enfant et de l'adolescent, etc.

4. D'après Misse (1997, 94), la marchandise politique est « toute marchandise qui combine des coûts et des ressources politiques (expropriés ou non de l'État) pour produire une valeur d'échange politique ou économique ».

libre de leur journée, des services d'appui logistiques à la diffusion de toutes sortes de publicité, des innombrables coopératives d'artisanat (la plupart du temps concernant des femmes) ou des autorisations-délégations de pouvoir offertes à des structures de santé à but lucratif pour capter des fonds privés, destinés à des projets culturels ou à des investissements en équipements sanitaires.

Plus en haut de l'échelle, se trouvent les grandes ONG entrepreneuriales du style de l'Abrink qui organisent des compétitions culturelles entre enfants pour vendre les jouets de ses compagnies associées, et toutes les entreprises soutenues par les associations d'entrepreneurs. À São Paulo, ce sont les «4 S» (le Senai, le Senac, le Sesi et le Sesc) qui occupent la même place⁵. Toute initiative économique sociale vaut la peine d'être tentée sans se soucier de principes a priori. Quels que soient les résultats, il en restera toujours une autoreprésentation d'activité et de dynamisme qui, parfois, s'avère trompeuse parce que l'entreprise se révèle illégale ou semi-légale et, fréquemment, peu durable. Cette forme générique du néolibéralisme apparaît dans les années 1990 avec la fin du cycle du capitalisme fordiste et l'ouverture totale du pays à la concurrence internationale. Elle se prolonge et s'impose jusqu'à nos jours.

C'est dans cette conjoncture que le PT et Lula accèdent à la présidence avec l'apparition d'une marque nationale, d'une appellation contrôlée «Brésil de Lula⁶». Disons tout de suite que ces deux dynamiques ne sont nullement entrées en contradiction dans le contexte du Brésil. Elles se sont, au contraire, associées pour constituer cet art de gouverner dont on a immédiatement ressenti le manque, peu de temps après que Lula ait quitté sa fonction présidentielle, tant il était apte à rassurer les couches populaires et les classes moyennes.

Présentée dans ce dossier sous sa forme locale à São Paulo par Yumi Garcia dos Santos et Nina Rosas, la première action «Brésil de Lula», nommée Bolsa família, se propose de rembourser la dette sociale que l'État a contractée envers les classes laborieuses pendant les quarante années de développement économique (1950-1990) appelées «miracle brésilien». Ce fut, pour le président, un devoir dont l'exemplarité était inscrite dans sa biographie personnelle : Lula se sentait redevable à l'égard de la population du fait de sa propre histoire qui est aussi l'histoire collective des classes populaires de cette période. Ce premier acte politique et social a fourni l'une des matrices principales de ses huit ans de mandat présidentiel. La Bourse famille ne coûte à l'État que 2,5 % du PIB, mais elle ouvre à plus de 40 % de la population la plus pauvre une perspective autre que celle de la reproduction précoce de la misère puisque, en fonction des revenus de la famille, l'enfant reçoit une allocation qui lui permet de terminer les études primaires et lui évite d'entrer

5. Service national de l'industrie, Service national du commerce, Service social de l'industrie, Service social du commerce.

6. Certains ont forgé le concept de *lulismo* pour désigner cet état d'esprit qui estime qu'il y a toujours une place pour le peuple dans la modernisation du capitalisme néolibéral prenant essor partout dans le monde comme au Brésil.

sur le marché du travail dès l'âge de dix ans, voire avant. Cette reconnaissance du travailleur pauvre comme digne d'école, et donc capable de grimper dans l'échelle sociale, est en rupture avec la continuité d'une politique de salariat misérable ou de travail non rémunéré qui s'était perpétuée bien après l'abolition de l'esclavage en 1888. Cette rupture psychologique, politique et sociétale est considérable et on la célébrera certainement dans plusieurs carnivals à venir.

Au-delà de cet aspect psychologique, les données chiffrées des programmes publics qui alimentent directement le calcul des nouvelles statistiques sur la pauvreté permettent de comparer les performances de différents pays et d'afficher triomphalement que la pauvreté est en voie de résorption à cause de la mondialisation des politiques néolibérales en « oubliant » que les inégalités inter- et intra-nationales sont en croissance (José César de Magalhães Jr. et Tatiana de Amorim Maranhão).

Les programmes et services sociaux du type Bourse famille sont promus directement par les pouvoirs publics et exécutés par des ONG institutionnelles et de caractère religieux comme, par exemple, les initiatives d'aide sociale émanant des Églises pentecôtistes, aujourd'hui en croissance vertigineuse (Yumi Garcia dos Santos et Nina Rosas). L'analyse de leurs mises en œuvre locales montre une élaboration commune de solutions, mêlant assistants et assistés, où le droit et la justice se diluent dans le religieux, où la famille aidée se confond dans la reconnaissance et le remerciement, où le féminisme perd toute substance en s'exerçant dans une communauté de charité. Ces « entreprises de morale » réalisées par des femmes (Georges & Santos 2013), mises en œuvre dans le cadre de politiques sociales ou directement à l'initiative de formations religieuses, témoignent d'un changement paradigmatique qui célèbre la césure entre le travail, laissé aux bons soins du capital dans le contexte de la mondialisation, et les politiques « familialistes » centrées sur la femme censée s'occuper de la famille et des enfants mieux que tout homme.

L'accès à la *casa própria* [propriété du logement]⁷ (Lúcia Zanin Shimbo) est un puissant symbole de citoyenneté pour toutes les classes qui vivent dans la précarité et les difficultés économiques. Prenant la suite d'une politique publique inaugurée par le régime militaire à travers la Banque nationale d'habitation (BNH), l'État luliste a mobilisé à grande échelle la finance afin de soutenir le capital productif et la construction de logements. Toutefois, l'effort parallèle de développement du crédit aux particuliers n'a pas été à la hauteur de leur demande et, plus particulièrement, de celle des plus bas revenus. Le programme améliore la situation de ceux qui sont déjà assez aisés (entre trois et dix salaires minimums⁸) et laisse de côté 90% de ceux qui gagnent moins de trois salaires minimums (revenu familial). Le capital et l'État, même associés, montrent une capacité d'action limitée. Cependant, les

7. Ne serait-ce qu'un logement social qui passe toujours par l'accès à la propriété au Brésil.

8. Un salaire minimum vaut actuellement 724 reais, équivalent à environ 235 euros 2014.

entreprises en retireront un grand profit puisqu'elles ont répondu à la demande de 60% des revenus moyens et que leur programme se poursuit pour cette catégorie d'emprunteurs. Les revenus les plus faibles sont oubliés. Pour l'opinion publique, c'est un pas en avant mais aussi un objet de revendication.

Les politiques de pacification des favelas (Livia de Tommasi) lancées à grands coups de publicité dans les médias présentent cette même forme d'ambiguïté sociale, frappées en outre du sceau de l'incertitude. Ces actions visent à contrôler le trafic des drogues d'abord sur les lieux visibles, proches des circuits de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016. À Rio de Janeiro où le programme est le plus intense en raison de la grande hétérogénéité de la ville et de l'imbrication des différents quartiers⁹, plusieurs espaces urbains, ou morceaux de ville, sont visés mais pas l'ensemble de la cité. La présence policière dans les lieux concernés amène le trafic, avec la violence qui l'accompagne, à se déplacer vers des zones moins visibles, quitte à se réinstaller à nouveau aux mêmes endroits, une fois la Coupe et les Jeux passés. En effet, l'encadrement policier nécessaire à cette pacification, nettement supérieur à l'encadrement standard, ne pourra pas être maintenu longtemps. De plus, toutes les actions qui accompagnent cette politique – programmes publics de santé, d'éducation, de transport ; programmes d'aide à l'implantation d'établissements privés (commerces et banques) – risquent, si l'effort ne peut être maintenu faute de moyens, de s'évaporer avec elle ou de se dégrader. Néanmoins, ce retour à la case départ n'est pas obligatoire. Au contraire, le quartier peut prendre acte d'une nouvelle stabilité et s'y installer. Du même coup, comme cela se produit déjà en certains endroits, les prix des logements et des loyers augmenteront, les classes les plus pauvres déménageront et le quartier entrera dans un processus de « gentrification ». Ce serait la preuve attendue de la « résilience de la favela » comme le souhaitent les experts de développement en tous genres qui depuis longtemps vantent ses qualités. Ce serait aussi une forte déception pour les militants, justement les plus résilients, qui agissent depuis longtemps dans ces espaces pour développer un autre style de vie intégrant la population la plus pauvre.

Pour certains, c'est de manière purement idéologique que ce néolibéralisme s'affiche pour imprégner certaines catégories de population, comme les jeunes et, plus particulièrement, ceux de la classe moyenne basse qu'il est convenu d'appeler forces vives ou forces actives parce qu'ils font preuve d'activisme associatif (José César de Magalhães Jr. et Tatiana de Amorim Maranhão). Faire croire ou laisser croire que ces gens sont en position d'acteurs sociaux alors qu'ils ne sont que les agents de dispositifs de pouvoir de plus en plus malins ou sophistiqués, relève de l'imposture. C'est de la « propagande » pure et simple. D'aucuns diront qu'il

9. Le court délai imposé par le lancement de la Coupe du monde a été une autre raison de la focalisation sur Rio ainsi que, à la différence de São Paulo, la multitude des factions mafieuses qui s'y disputent la gestion du trafic de stupéfiants.

s'agit de favoriser un sursaut de société, de célébrer les capacités, d'encourager l'*empowerment*. L'humour national vient souvent englober l'ensemble des acteurs, ceux qui exercent le pouvoir comme ceux qui le subissent, pour en montrer la dérision. Toutefois, il n'est pas certain que cette situation perdure sans impunité. La violence des banlieues, phénomène qui n'a pas été traité dans ce dossier, reste un élément récurrent dénotant de profondes contradictions. La réduction des morts violentes depuis la deuxième moitié des années 2000 n'est pas due à une quelconque politique publique mais à la prise en charge par le PCC¹⁰ de l'organisation du trafic de la drogue et de la syndicalisation des prisonniers. C'est là une autre « pacification », limitée à la ville et à l'État de São Paulo, mais que les pouvoirs publics ont été obligés de reconnaître, même si ce n'est que de manière officieuse. C'est aussi de cette manière que se mesurent la souplesse et, en ce cas, l'indigence du néolibéralisme.

Enfin se manifeste une tendance de fond qui, lentement et progressivement, submerge les activités habituellement qualifiées d'informelles, et fait reculer les frontières qui jusqu'ici encadraient le capital dans le négoce urbain (Daniel Veloso Hirata). Le commerce de rue était une soupape de sécurité dans les moments de crise de l'activité formelle et avait été jusqu'ici toléré puisqu'il faisait l'objet d'un marchandage politique. Il suscite dorénavant l'intérêt de grands groupes capitalistes internationaux et mondialisés qui restructurent complètement l'activité de ces secteurs. Les cascades d'intermédiaires et les innombrables ambulants dispersés aux quatre coins des rues cèdent la place à une organisation hiérarchique de la production et de l'importation, ainsi que de la distribution, qui transforme ces acteurs indépendants en salariés payés à la tâche (confection) dans un contrat commercial oral sans garantie, ou en locataires d'espaces verticalisés, totalement dépendants d'une chaîne capitaliste dont les donneurs d'ordre sont des multinationales mondialement connues. C'est ici que le pouvoir politique dévoile un visage différent de celui qu'il veut montrer par la politique de la Bourse famille ou celle de la *Casa própria*. Il appuie fortement cette concentration du capital qui s'accompagne souvent (et qu'il accompagne également) de projets de rénovation urbaine, afin de construire au niveau national ces villes puissantes, « intelligentes », ces centres de commerce, fleurons et relais du capitalisme mondialisé. Il y a beaucoup à parier que ces tendances fortes donneront le ton du futur, bien plus que les politiques sociales qui continuent à rester en points d'interrogation.

Pendant ce temps, persistent des enclaves d'un autre siècle (Igor Pantoja) où l'entreprise privée fait la loi, exerce la police et la justice sur l'ensemble d'un territoire et de sa population en excluant de plus en plus les pouvoirs publics. « Dieu sur

10. Primeiro Comando da Capital [Premier Commando de la capitale] : organisation mafieuse qui domine le trafic des stupéfiants dans l'État de São Paulo (Hirata 2010).

terre», formule de l'approfondissement néolibéral ou simple réminiscence d'un passé révolu mais toujours structurant ?

Les signes positifs du temps présent paraissent bien fragiles. La Bourse famille, par exemple, n'est pas un droit acquis durablement, inscrit dans la Constitution : les modalités de son calcul et de son application peuvent être modifiées. Elle peut donc perdre les significations politiques profondes qu'elle avait initialement portées et se rétrécir comme peau de chagrin. Que resterait-il alors des années Lula ?

La figure de référence, en termes de reconnaissance des revendications sociales de la population depuis le moment du retour formel à la démocratie, a-t-elle un avenir ? L'association, dans les centres urbains, de l'État et du capital privé pour détourner des richesses créées par le commerce informel vers la spéculation immobilière est une figure dorénavant classique. Comment qualifier des modes d'opérationnalisation-subjectivation des institutions et des individus qui associent habilement aspirations sociales et formes de marchandisation de la pauvreté ? Comment qualifier l'endettement des plus pauvres en relation au logement dans le contexte de « politiques sociales d'habitation », ou encore l'instrumentalisation de l'activité des femmes dans le travail du *care* professionnel, bénévole ou pas ?

Références bibliographiques

- Araújo, Angela Maria Carneiro. 2012. « Informalité et relations de genre. » In *Nouvelles configurations du travail et économie sociale et solidaire*, dirigé par Isabel Georges & Marcia de Paula Leite, 111-140. Paris : L'Harmattan.
- Cacciamali, Maria Christina. 2010. « Crescimento econômico, expansão do mercado de trabalho formal e distribuição de renda do trabalho: a primeira década do século XXI. » *Trabalho em Questão. Série de Estudos e Pesquisas* 86: 43-58.
- Feltran, Gabriel de Santis. 2011. *Fronteiras de tensão. Política e violência nas periferias de São Paulo*. São Paulo: Ed. Unesp-CEM.
- Georges, Isabel. 2014. « Reconfiguration des politiques sociales au Brésil. Le genre de l'assistance à São Paulo. » *Travail, Genre et Sociétés* 32, sous presse.
- Georges, Isabel & Santos, Yumi Garcia dos. 2013. « A produção da "demanda": viés institucional e implicações políticas da terceirização do trabalho social na periferia de São Paulo. » In *Sobre periferias: novos conflitos no espaço público*, dirigé par Neiva Vieira da Cunha & Gabriel de Santis Feltran, 159-177. Rio de Janeiro: Ed. Faperj/Lamparina.
- Hirata, Daniel Veloso. 2010. « Sobreviver na adversidade: entre o mercado e a vida. » Thèse de doctorat en sociologie. São Paulo : Université de São Paulo.
- Lautier Bruno. 2009. « Gouvernement moral des pauvres et dépolitisation des politiques publiques en Amérique latine. » In *Penser le politique en Amérique latine: la récréation*

- des espaces et des formes du politique*, dirigé par Natacha Borgeaud-Garciandia, Bruno Lautier, Ricardo Peñafiel & Ania Tizziani, 19-36. Paris: Karthala.
- Lautier, Bruno. 2012. «La diversité des systèmes de protection sociale en Amérique latine : une proposition de méthode d'analyse des configurations de droits sociaux.» *Revue de la régulation* 11 (1^{er} semestre/spring). <http://regulation.revues.org/9636> (consulté le 26 février 2013).
- Leite, Marcia de Paula. 2011. «O trabalho no Brasil dos anos 2000: duas faces de um mesmo processo.» In *Marchas e contramarchas da informalidade do trabalho, das origens às novas abordagens*, dirigé par Roberto Vêras de Oliveira, Darcilene Gomes & Ivan Targino, 29-63. João Pessoa: Ed. Universitária da UFPB.
- Lombardi, Maria Rosa. 2012. «Annotations sur les inégalités de genre sur le marché du travail.» In *Nouvelles configurations du travail et économie sociale et solidaire*, dirigé par Isabel Georges & Marcia de Paula Leite, 109-134. Paris: Harmattan.
- Misse, Michel. 1997. «As ligações perigosas: mercado informal ilegal, narcotráfico e violência no Rio.» *Contemporaneidade e Educação* 1 (2): 93-116.
- Pochmann, Marcio. 2012. *Nova classe média? O trabalho na base da pirâmide social brasileira*. São Paulo: Boitempo.
- Rizek, Cibele Saliba. «O Programa Minha Casa Minha Vida Entidades – Política social, urgência e negócio.» *Cadernos CRH*, à paraître.
- Vidal, Dominique. 2010. «Par-delà permanences et évolutions: à propos des nouveaux regards sur le Brésil.» *Problèmes d'Amérique latine* 78 (automne): 13-27.
- Waiselfisz, Julio Jacobo. 2012. *Mapa da violência 2012. Os novos padrões da violência homicida no Brasil*. São Paulo: Instituto Sangari.

Cabanes Robert, Georges Isabel. (2014)

Gestion de la pauvreté et entrepreneuriat de soi : un nouveau compromis de gouvernement au croisement des politiques sociales et néolibérales ?

In : Cabanes Robert (dir.), Georges Isabel (dir.). Les années Lula : politiques sociales ou néolibéralisme ?

Brésil, 7-15. ISSN 2425-231X